

L'ARNAQUE DE LA « CRISE DU LOGEMENT »

(OU COMMENT LES RESPONSABLES POLITIQUES DE TOUS BORDS
JUSTIFIENT L'INSUPPORTABLE)

« ...le nombre de demandes de logement à
Paris est malheureusement très supérieur
au nombre de logements disponibles. »

Réponse type de la mairie de Paris à une demande de logement social.

POURQUOI TANT DE DEMANDES ?

LES PRIX CHERS, LE MARCHÉ
DE L'IMMOBILIER ET L'ETAT.

Il existe une contradiction fondamentale entre les intérêts des différents "acteurs" du marché de l'immobilier:

Pour les propriétaires, promoteurs, banquiers, marchands de biens, entrepreneurs, courtiers, notaires, agents immobiliers, etc, comme pour l'Etat (qui perçoit des taxes proportionnelles aux prix), le logement (et l'immobilier en général) est *une marchandise et une source de profits*: plus il est cher, plus il est rentable.

Pour la majorité de la population la plus pauvre, le logement est *un besoin vital*: moins il est cher, plus il est accessible.

LA CRISE, C'EST RENTABLE.

Le but du marché de l'immobilier, et du système capitaliste en général, n'est pas de répondre aux besoins élémentaires de la population, et de permettre à chacun d'avoir un logement décent, mais de faire un maximum de profit. De fait, ces dernières années, les bénéfices liés à ce marché ont explosés (plus de 60% d'augmentation entre 1999 et 2009, d'après une étude de l'Institut de recherche économique et social (IRES)), en même temps que les conditions de logement des personnes à revenus modestes se sont dégradées.

L' ETAT RESPONSABLE DU LOGEMENT CHER.

Alors qu'à Paris, environ 140 000 logements (autant que demandeurs de logements sociaux) et plus d' 1,6 millions de mètres carrés de bureaux sont vides, l'Etat fait le choix de ne pas baisser les prix des loyers, de ne pas réquisitionner les logements et les bâtiments vides, de ne pas empêcher les spéculateurs de spéculer, bref de ne pas brider le marché de l'immobilier.

QUAND L' ETAT ASSISTE ...
LES RICHES.

L' Etat subventionne les propriétaires et les marchands de sommeil de différentes manières:

Qu'ils soient de gauche, de droite, ou d'extrême droite, les partis politiques font, et proposent tous la même politique: favoriser le marché de l'immobilier pour soi-disant «l'inciter» à créer des logements.

Toutes les mesures prises par les récents gouvernements ne sont que des aides au «marché»:

- Terrains appartenant à l'Etat cédés à bas prix à des promoteurs immobiliers pour faire des logements... chers.

- Exonérations fiscales et subventions pour les propriétaires qui louent un logement (loi Scellier, Duflot, dispositif de l'usufruit locatif social, etc).

Plus de 17 milliards d'euros d'aides sont données chaque année aux propriétaires par le biais des diverses allocations logement, et des millions d'euros sont distribués à des hôtels pour des hébergements «d'urgence» à des prix exorbitants (par exemple: 1800 euros par mois pour une chambre de 9m2 à Paris !). Rappelons que les allocations logement versées par la C.A.F ne sont pas des aides au locataire, mais bien des aides qui bénéficient au propriétaire (et qui lui sont d'ailleurs de plus en plus souvent versées directement), et qui ont pour conséquence de faire grimper les prix des loyers.

L'Etat est donc partie prenante de la cherté du logement. En n'agissant pas pour faire baisser les prix, en n'allant pas à l'encontre des intérêts du marché de l'immobilier, mais en encourageant celui-ci, les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche, et l'Etat (régions, mairies, préfetures...) sont directement responsables de la « crise du logement ».



POURQUOI CE MANQUE DE LOGEMENTS SOCIAUX ?

CRÉATION DE LOGEMENTS SOCIAUX: UN CHOIX POLITIQUE.

Face à la hausse des prix et du nombre de mal-logés, la production de logement social est très insuffisante. De plus, on constate en Ile-de-France une surproduction de logements sociaux dits pour « classes moyennes » (P.L.S, P.L.I...). Ces logements représentent déjà plus de 32% des logements sociaux à Paris, alors qu'ils sont inaccessibles à plus de 90% des demandeurs à faibles revenus (voir tableau). Ils sont cependant produits en masse, (atteignant près de 50% de la production à Paris en 2013), notamment dans les quartiers populaires, où ils participent à la hausse générale des prix.

On peut aussi se demander ce qu'attendent les élus pour conventionner (transformer en logement social) les 60 000 logements à loyers libres appartenant à des bailleurs sociaux, et loués (pas chers) à des gens à haut revenus.

L'OBSESSION POLITICIENNE DU BIEN-ÊTRE DES CLASSES MOYENNES: MÉPRIS DES «CLASSES POPULAIRES» ET CLIENTÉLISME.

Si la cherté des prix de l'immobilier affecte forcément une partie fragilisée des «classes moyennes», les politiciens ne peuvent ignorer que ce sont les «classes populaires» qui en souffrent le plus.

Au-delà de la drague et de la démagogie politiques, on constate que les bailleurs sociaux se comportent comme des bailleurs privés. Ils fonctionnent comme des entreprises et cherchent la rentabilité. Les «classes moyennes» sont plus rentables. De plus, les statistiques montrent que les «classes moyennes» votent plus que les «classes populaires»; du point de vue des élus, elles sont donc une meilleure «clientèle» électorale.

«Les classes moyennes, cœur de cible du programme de NKM pour le logement»
(Le Monde)

«Logement à Paris: Anne Hidalgo donne la priorité aux classes moyennes.»
(La Tribune)

«Marine Le Pen veut séduire les classes moyennes»
(Le Parisien)

QUELQUES CHIFFRES POUR Y VOIR PLUS CLAIR SUR LE LOGEMENT SOCIAL À PARIS:

| Type de logement social: | Plafond de ressources sur un an pour une personne seule, à Paris: | Pourcentage des logements sociaux familiaux existant à Paris: | Répartition des demandeurs de logement, selon les plafonds de ressources: | Nombre de logements sociaux agréés par le département de Paris au cours de l'année 2012: |
|---|---|---|---|--|
| PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) logements destinés aux ménages très modestes | 12 662 € | 1,7 % | 69,8 % | 1 402 * |
| PLUS (prêt locatif à usage social) pour les ménages modestes | 23 019 € | 65,8 % | 21 % | 1 788 |
| PLS (prêt locatif social) pour les «classes moyennes» | 29 925 € | 5,9 % | 5,6 % | 3 007 |
| PLI (prêt locatif intermédiaire) pour les «classes moyennes supérieures» | 41 434 € | 26,6 % | 3,6 % | |

*La plupart de ces logements sont en fait des places en foyers ou en résidences sociales.

Chiffres: Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR)

LE CAS DE L'EXTREME DROITE:

L'IMMIGRATION COMME BOUC-ÉMISSAIRE
DES PROBLÈMES SOCIAUX,
OU COMMENT METTRE EN CONCURRENCE
LES MAL-LOGÉS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS...

- « *La crise du logement (...) résulte de trois causes (...) La première d'entre elles (...) réside dans l'explosion de l'immigration* » (site internet du Front-National)

Ce discours reflète une ignorance, ou une négation, de l'histoire sociale en France. Il y a 50 ans, 100 ans, 200 ans, 1000 ans, il y avait déjà des mal-logés en France, et pas (ou très peu) d'immigrés extra-nationaux. En 1750, par exemple, qui étaient les responsables du mal-logement à Paris ? Nul doute que si elle avait vécu à l'époque, Marine Le Pen (et l'extrême droite) en aurait rendu responsables les immigrés bretons, picards, normands...

Aujourd'hui, comme hier, la cause du mal-logement est bien la cupidité des possédants et des acteurs du marché de l'immobilier. Si des gens n'arrivent pas à se loger correctement, c'est parce qu'ils n'en ont pas les moyens financiers. C'est parce que les patrons qui exploitent leur force de travail ne les rémunèrent pas suffisamment, et parce que les propriétaires et les bailleurs qui vendent et qui louent les logements font des prix trop élevés. Ce sont les capitalistes qui font la politique du logement, pas les mal-logés, qu'ils soient français ou immigrés.

Ce discours tente de faire croire que l'on manquerait de place pour loger tout le monde, le F.N "oublie" qu'il n'y a jamais eu autant de logements, immeubles et bureaux inoccupés en France. Et que, la construction, l'entretien, le nettoyage, de ces immeubles est en grande partie l'œuvre de travailleurs immigrés (avec et sans-papiers) qui sont très souvent eux-mêmes mal-logés.

- « (...) on assiste parfois à une véritable « préférence étrangère » dans l'attribution des logements sociaux... » (site internet du Front-National)

Ce mensonge est d'autant plus odieux qu'il nie que les immigrés sont parmi ceux qui subissent les pires conditions de logement. De plus, lorsqu'ils accèdent au logement social, ils se retrouvent généralement concentrés dans des vieilles cités HLM dégradées, en banlieue dans des quartiers excentrés, dans des logements dont les français ne veulent pas. La préférence nationale est déjà à l'œuvre pour l'accès au logement. Les propriétaires et les agences immobilières qui refusent de louer à des étrangers sont monnaie courante, et les étrangers sans-papiers sont exclus du logement social.

-« (...) du fait de leur précarité, les immigrés sont prioritaires. » (site internet du Front-National)

Sauf que le logement social n'est pas réservé aux plus précaires ! Auquel cas, il n'y aurait pas autant de S.D.F dans nos rues. Les bailleurs sociaux se comportent comme des propriétaires privés soucieux de rentabilité, et attribuent principalement des logements à des demandeurs qui ont des revenus stables. La production de logements sociaux pour les "classes moyennes" surpasse largement la production des logements très sociaux pour les plus précaires.

De plus, pour ce qui est du sort qu'il réserve aux plus précaires, le programme du F.N est assez clair:

- Détruire massivement des logements sociaux.
- Libéraliser davantage le marché de l'immobilier, et accroître encore ainsi les profits de ce secteur au détriment des plus pauvres.

COLLECTIF DES MAL-LOGÉS REVOLTÉS

A toutes les personnes mal-logées, sans abris, expulsables, quelles que soient leurs

origines et aux personnes solidaires qui n'ont pas (encore) de soucis de logement: **REGROUPONS-NOUS, L'UNION FAIT LA FORCE !**

Rendez-vous tous les dimanches à 15h

à la cantine des Pyrénées, 331 rue des Pyrénées.

Métro Jourdain ou Bus 26 et 96 arrêt Pyrénées-Ménilmontant

contact mail: mal.loges.revoltés@gmail.com

tel: 07 82 20 32 21

